

Réforme d'EDF

Du retard

à l'allumage



Plombé par une dette de 42 milliards d'euros, EDF cherche à retrouver une aisance financière. Mais le projet de refonte a conduit les syndicats à manifester... ARCHIVES AFP

FRANCE

Il suscite l'hostilité des syndicats et la suspicion d'une partie de l'opinion qui craint un démantèlement du service public. Le projet de refonte d'EDF en plusieurs entités, ex projet Hercule rebaptisé Grand EDF, patine depuis plusieurs mois. **P. 2-3**

Grand EDF, une réforme qui s'av

Le projet de refonte d'EDF en plusieurs entités suscite la vive hostilité des syndicats et la suspicion d'une partie de l'opinion qui craint un démantèlement du service public

Dossier réalisé
par Jean-Denis Renard
jd.renard@sudouest.fr

Face à d'énormes chantiers

Le projet de réorganisation d'EDF remonte à plus de deux ans. Même si l'Élysée n'apparaît pas en première ligne, la volonté d'Emmanuel Macron de faire évoluer le « modèle » EDF n'est un mystère pour personne. Jean-Bernard Lévy, le PDG de l'entreprise, a été reconduit dans ses fonctions en mai 2019 avec cette feuille de route en poche.

Plombé par une dette de 42 milliards d'euros, EDF cherche à retrouver une aisance financière alors que des chantiers coûteux se profilent : la remise à niveau des 32 réacteurs nucléaires de 900 mégawatts (MW) – les plus anciens – et la construction de nouveaux réacteurs EPR qui pourrait être validée au début du prochain quinquennat. Cette option nécessiterait des investissements de plusieurs milliards d'euros pour des chantiers de très longue durée. Celui de l'EPR de Flamanville, dans la Manche, s'étire sur quasiment quinze ans. Il s'agit du seul exemplaire d'EPR érigé en France. Il n'est toujours pas raccordé au réseau.

La tarification du nucléaire, l'éternel débat

Les opérateurs historiques, à savoir EDF et quelques entreprises locales de distribution d'électricité, ont la main sur les tarifs réglementés. Les autres fournisseurs (TotalEnergies, ENI, Engie, etc.) se font une place au soleil avec des offres dites « de marché », dont la formule s'éloigne plus ou moins des tarifs réglementés. Ils captent plus de 28 % de la clientèle résidentielle. Pour se développer, ils

comptent sur l'Arenh, l'Accès régulé à l'électricité nucléaire historique, qui leur permet d'acheter à EDF des volumes à tarif constant (42 € le mégawatt-heure, MWh) et de les revendre au détail. « Ce dispositif, resté

Reporter la réforme d'EDF à l'automne serait périlleux...

figé depuis 2012, est source de dysfonctionnements importants. Lors de sa mise en place, seuls trois fournisseurs alternatifs étaient présents sur le marché, contre 43 en 2020 », relève la Commission de régulation de l'énergie (CRE). Résultat, les volumes réclamés à EDF par les fournisseurs alternatifs sont sans cesse plus importants, jusqu'à dépasser le plafond de 100 TWh (térawattheures) prévu par la réglementation.

Le système ne satisfait plus grand monde. Ni les concurrents d'EDF qui voudraient des « droits de tirage » supérieurs sur la production nucléaire. Ni EDF qui estime que le tarif de l'Arenh est trop faible pour couvrir ses coûts de production.

La solution de la partition en trois entités

La réforme d'EDF reposait sur un donnant-donnant susceptible de satisfaire la Commission européenne : une meilleure rémunération de l'électricité nucléaire pour l'entreprise contre une plus franche ouverture du marché à la concurrence. Les tractations entre EDF, le gouvernement et la Commission européenne sur le projet Hercule dessinaient ainsi une scission d'EDF en trois entités. EDF Bleu, public à 100 %, appuyé sur les



La dernière journée d'action chez EDF s'est traduite par une manifestation à Paris, le 22 juin. Les syndicats comptent maintenir la pression. STÉPHANE DE SAKUTIN / AFP

56 réacteurs nucléaires en fonctionnement. EDF Azur, avec les barrages et les centrales hydro-électriques attenantes; EDF en exploite 28 sur la Dordogne et ses affluents. Et EDF Vert, ouvert aux capitaux privés, qui aurait regroupé la partie énergies renouvelables, le distributeur Enedis et la vente d'électricité.

Le détail du projet Hercule est

resté opaque jusqu'en avril. « On aurait adoré avoir la lumière sur ce qui se disait entre L'Élysée, Bruxelles et la direction d'EDF mais tout se passait dans les coursives », ironisait, il y a quelques semaines, Philippe Page Le Mérour, le secrétaire (CGT) du CSE (comité social et économique) central d'EDF. En tout cas, la lumière n'a pas jailli

entre Paris et Bruxelles. Au point d'enterrer Hercule le mois dernier pour un projet rebaptisé Grand EDF, aux contours encore flous.

Le risque de déflagration avant la présidentielle

Hercule a suscité une levée de boucliers au sein du personnel, avec la constitution d'un front

ance en pointillé



intersyndical stable sur la durée. Le 22 juin, il y avait encore plusieurs milliers de personnes pour défiler à Paris lors d'une énième journée de mobilisation. Si l'exécutif ne lâche pas l'affaire, un débat sur le sujet devrait être programmé au Parlement. Dans son agenda ultra-serré, les fenêtres de tir sont rares. À ce jour, l'agenda officiel de l'Assemblée nationale – qui court jusqu'au 15 juillet – n'en fait pas mention.

Reporter le rendez-vous à l'automne serait des plus périlleux. La réforme d'EDF deviendrait alors un enjeu de la campagne présidentielle qui s'amorce. À gauche comme à droite, les adversaires d'Emmanuel Macron ne manqueraient pas d'agiter le risque d'un démantèlement du service public de l'électricité avec, à la clé, des mouvements sociaux égrenés tout l'hiver. Bonne ambiance avant le scrutin du mois d'avril.

La méfiance reste de mise à la centrale du Blayais

Attisée par les incertitudes sur l'avenir du site, la grogne contre le projet de refonte d'EDF est prête à ressurgir à la centrale du Blayais

C'était le 25 mars dernier, à Braud-et-Saint-Louis, au pied de la centrale nucléaire d'EDF, sur la rive droite de l'estuaire de la Gironde. Plusieurs centaines de personnes s'étaient réunies à l'appel des syndicats FNME-CGT, FO et CFDT, pour crier leur refus du projet Hercule de réorganisation de l'entreprise. Depuis lors, Hercule a été remis au placard. Le gouvernement et la direction d'EDF promeuvent maintenant un projet Grand EDF dont les contours exacts restent à définir.

Cette nouvelle mouture ne suscite pas l'enthousiasme dans le Blayais. La centrale emploie environ 3 000 agents EDF. Elle accueille également 700 salariés permanents d'entreprises prestataires. Les ef-

fectifs vont encore augmenter à la faveur des visites décennales de chacun des quatre réacteurs. « Les salariés sont toujours inquiets. Si on considère le statut, ce sont les agents d'Enedis et ceux d'EDF qui travaillent dans la vente d'électricité qui ont le plus à perdre puisqu'ils pourraient passer dans le giron privé. Nous, côté production, nous resterions dans le public. Mais le projet reste très nébuleux », explique John Gazziero, délégué CGT - syndicat majoritaire sur le site - et élu au comité social et économique (CSE).

Une direction « mutique »
L'intéressé suspecte le gouvernement et la Commission européenne de vouloir « abattre

le service public ». Il en veut également à la direction de l'entreprise, « mutique, aussi bien au niveau national que local ». Mais il estime que, grâce à la mobilisation, « le calendrier initial a été bousculé. Plus la lutte dure, et plus on a de chances de remiser le projet dans les cartons. »

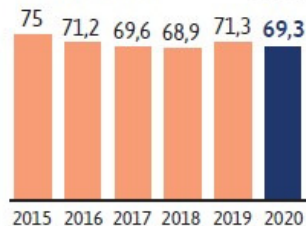
La période estivale risque d'enrayer la mécanique des journées d'action syndicale. Celles-ci pourraient repartir de plus belle à l'automne si le sujet n'est pas tranché. « À ce stade, il n'y a pas, pour nous, la moindre différence entre Hercule et Grand EDF. On est toujours sur un plan de démantèlement », dénonce, à Paris, Philippe Page Le Mérou, le secrétaire du CSE central d'EDF.



Lors d'une journée de mobilisation à la centrale de Blaye, en mars dernier, les agents portaient symboliquement le cercueil d'EDF Bleu. VINCENT TROUCHE

EDF LES CHIFFRES CLÉS

Le chiffre d'affaires
En milliards de €

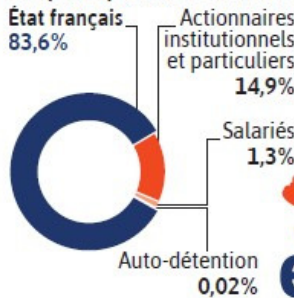


Le résultat net
En milliards de €

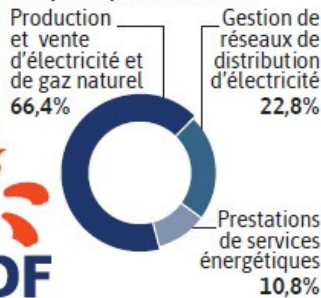


Effectifs:
161 203 en 2020.

Les principaux actionnaires



Ses principales activités



VISACTU

Les élus surveillent cette réorganisation

Des élus locaux s'inquiètent des conséquences de la transformation d'EDF. Plusieurs communes ont voté des motions pour signifier leur opposition

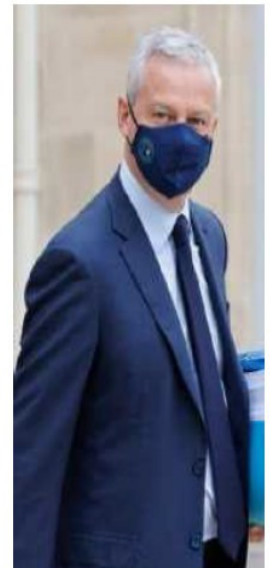
Ces derniers mois, des parlementaires de tous horizons ont signé des tribunes contre le projet Hercule, abandonné et remplacé par un projet baptisé Grand EDF. Dans les territoires, où l'entreprise est historiquement bien implantée, des élus locaux réagissent également.

Cet hiver, le sujet a été porté par la Fédération des autorités concédantes et régies. Ce vocable à rallonge regroupe des collectivités locales qui travaillent ensemble sur le devenir des réseaux (eau, électricité). Les communes sont propriétaires des réseaux électriques locaux. En janvier, la Fédération a voté une motion pour exprimer son inquiétude quant aux orientations du projet Hercule. Dans le Sud-Ouest, le texte a été

relayé par plusieurs municipalités. C'est le cas à Morcenx-la-Nouvelle et à Tarnos, dans les Landes, comme à Agonac, en Dordogne. Au mois de février, la communauté de communes du Grand Cubzaguais, en Gironde, a reçu une délégation des personnels de la centrale nucléaire du Blayais.

La question de la péréquation tarifaire interpelle plus particulièrement les élus ruraux. Certains d'entre eux craignent une remise en cause de ce principe, qui permet à chacun de bénéficier du même prix du kilowattheure partout en France.

Parmi les dossiers traités par Bruno Le Maire figure la réforme d'EDF. LUDOVIC MARIN / AFP



« L'électricité est un bien de première nécessité »

Selon Nicolas Goldberg, expert des marchés de l'énergie, la situation d'EDF appelle des décisions. Il plaide pour le maintien d'une régulation forte

Senior manager chez Columbus Consulting, un cabinet de conseil aux entreprises, Nicolas Goldberg est un expert des marchés de l'énergie et de leur évolution. Entretien.

La situation financière d'EDF est-elle tenable sans réforme ?

Non, le statu quo n'est pas tenable. Le mécanisme de l'Arenh (l'Accès régulé à l'électricité nucléaire historique permet aux fournisseurs d'électricité concurrents d'EDF de lui racheter une partie de sa production nucléaire au tarif de 42 € le mégawattheure - MWh) est prévu pour durer jusqu'en 2025. Au-delà, il n'y a aucune visibilité. EDF aimerait évidemment revaloriser ce tarif, ce qui nécessite de remettre à plat la régulation du marché. EDF doit aussi investir dans les énergies renouvelables et, peut-être, dans de nouveaux réacteurs nucléaires. L'entreprise seule n'aura pas les moyens de faire face si on lui demande demain de construire six ou huit réacteurs nucléaires et d'installer 60, voire 100 gigawatts (GW) de renouvelables.

Pourquoi la situation financière d'EDF est-elle dégradée ?

Entre 2015 et 2018, les prix étaient très bas sur le marché européen de l'électricité. Personne n'imaginait un jour voir le prix du MWh à 30 €. C'est pourtant ce qui s'est produit. EDF en a pâti, comme tous les grands opérateurs historiques du continent. Pour le reste, l'Arenh a empêché EDF de profiter d'une partie de la hausse des prix de l'électricité depuis 2018 et il ne couvre pas ses investissements futurs.

L'Arenh a été mis en place en 2011. Où en est-on dix ans plus tard ?

La concurrence a émergé mais on en est à peu près au même



Des agents d'Enedis en plein travail, en Charente-Maritime, en mars 2017. XAVIER LECTY / «SUD OUEST»



« Le statu quo n'est pas tenable », selon Nicolas Goldberg. DR

point. À l'époque, on pensait que la mise en place de ce mécanisme allait inciter les fournisseurs alternatifs d'électricité à investir dans des moyens de production. La réalité est autre. On ne peut pas forcément les incriminer. Force est de constater qu'on ne leur a pas laissé beaucoup de place.

Les concessions hydroélectriques n'ont pas été remises dans le jeu. On tente de limiter le recours au gaz pour de (bonnes) raisons climatiques. Il reste l'éolien qui représente environ 6 % de la production électrique française... Ce que plaident ces nouveaux acteurs

reste vrai : les centrales nucléaires sont amorties et elles octroient un avantage compétitif à EDF.

Que faudrait-il faire ?

On ne développera pas, sans régulation forte, un parc de production bas carbone, avec la garantie d'un approvisionnement sûr, à prix raisonnable pour l'abonné. Si on laisse faire le marché sans entrave, on pénalisera les entreprises, les particuliers et le climat. L'électricité est à la fois un bien de première nécessité et un atout pour le climat. C'est aux acteurs politiques de statuer.

Pourquoi la Commission européenne tient-elle à séparer l'outil de production (les centrales) de la commercialisation de l'électricité ?

La Commission veut de la concurrence. Elle considère que si EDF reste un acteur toujours aussi dominant en France, c'est qu'il y a des barrières à l'entrée du marché. Celui-ci ne brille effectivement pas par son ouverture. EDF capte toujours plus de 80 % du marché des particuliers.